

STILL A MOTHER

« Je m'appelle Fassika, j'ai 32 ans et je suis Éthiopienne. En 2004 je quitte mon pays pour subvenir aux besoins de ma famille. Je traverse la Somalie, le Yémen et rejoins l'Arabie Saoudite en 3 semaines et 4 jours. J'obtiens rapidement un travail de femme de ménage pour de riches familles, je suis payée 400 dollars par mois, l'intermédiaire en touche 200.

No paper, no legal = expulsion

3 ans plus tard je suis contrôlée. Retour en Éthiopie après 2 mois de prison, sans économies. Je découvre alors que ma belle-famille m'a déclarée morte et a fait adopter mes deux filles en France! Mon seul but sera de les retrouver.

No paper, no legal = corruption

En 2007 j'atteins le Soudan. Je paye la police tous les jours pour garder mon travail dans une cafétéria. Lassée, je rejoins un camp de réfugiés des Nations Unies où j'obtiens un titre de séjour de 3 mois. Cette période écoulée, la police me retrouve à 5 reprises, m'extorque 300 dollars et me bat à chaque fois. Dès 2012, je vis au Soudan du Sud où malgré le racisme, la vie est assez calme si tu paies la police. Après 2 mois comme employée d'hôtel, je crée ma propre cafétéria, un restaurant commode.

No paper, no legal = passeur

En 2014, avec près de 10 000 dollars en poche, je peux enfin projeter de rejoindre la France. Le voyage jusqu'à

Tripoli, en Libye, me coûte 1 000 dollars et dure 2 semaines. Dans le désert, sans eau et sans docteur, les gens meurent de soif les uns après les autres. C'est trop dur, je ne veux pas m'en souvenir... Le départ en bateau vers l'Europe me coûte 2 000 dollars. Le mauvais temps me contraint à travailler 5 mois sur place pour payer les dépenses courantes et payer à nouveau les 2 000 dollars du voyage. Arrivée en Italie je suis hospitalisée; je me suis retenue d'uriner pendant les 7 jours de traversée pour ne pas pisser sur les autres personnes. En France, je suis arrêtée 2 fois dans le train, je perds les 300 € de billets. Renvoyée et bloquée à Vintimille, je paye 200 € pour qu'un camion me laisse à Nice. Le billet pour Paris me coûte 135 €. Je n'ai plus d'économies.

No paper, no legal = évacuation

Après une journée à la « porte de la Chapelle », je prends le train pour Calais. Pas pour y vivre mais pour retrouver un ami qui m'aide à retrouver mes enfants. Un contrôle de police m'expulse du train. Je m'accroche à un autre. En arrivant je découvre la violence de la « new jungle » où j'ai peur de vivre. Depuis 3 mois, j'habite « la ferme », chez des amis français qui m'ont hébergée.

No paper, no legal...

J'attends une réponse pour ma demande d'asile en France. Quoi qu'il en soit je resterai dans l'espoir de pouvoir voir mes filles. Elles ont 16 et 18 ans et moi, bien qu'illégale, je reste leur mère ».

HUMAN RIGHTS

« Je m'appelle Nawab, j'ai 25 ans et je suis afghan. J'ai quitté mon pays à l'âge de 21 ans, le 20 octobre 2011 précisément. J'étais interprète pour les soldats américains. C'est pour ça que j'ai eu des problèmes avec les Talibans, que j'ai dû fuir l'Afghanistan et venir en Europe. Pour rejoindre la France, j'ai traversé 8 pays et ça m'a pris 4 ans.

Je suis entré en Iran avec un visa. C'est alors que le gouvernement a donné l'ordre aux soldats de tirer sur les personnes souhaitant traverser la frontière turque. J'ai eu peur, mais j'ai eu de la chance, je suis arrivé en Turquie. Je me suis retrouvé aux mains de la mafia d'Istanbul qui nous a menacés, moi et d'autres. Nous avons pu nous sauver grâce aux voisins qui ont prévenu la police et fait fuir les mafieux. En Grèce, je ne souhaitais pas demander l'asile et j'ai été enfermé en centre de rétention pendant 6 mois. En Macédoine, alors que je marchais vers la frontière, je suis à nouveau tombé sur la mafia locale qui m'a tout pris, mes vêtements, mon argent, tout. En Serbie la police m'a attrapé et renvoyé en Macédoine. C'est lors d'un second passage que j'ai pu atteindre la Hongrie. De là, je suis allé en Autriche, puis en Italie et enfin en France.

Ce n'est pas un crime de ne pas avoir de passeport. Nous sommes tous humains, tous pareils. Nous devrions avoir les mêmes droits et les mêmes protections. Pourtant, sur les routes de l'exil, nous sommes en danger. »

« Je m'appelle Abdelsala, j'ai 30 ans et je suis Tchadien. J'ai fui en 2008 du fait de mon appartenance ethnique. Pendant 5 ans, j'ai vécu au Soudan sans réussir à accepter le racisme, les insultes et la haine ambiante. En 2013, j'ai rejoint la Turquie où l'humiliation a continué. En septembre 2014, j'ai atteint la Grèce, où la situation humanitaire était catastrophique, la suspicion omniprésente et les contrôles quotidiens. Nous passions des heures au poste de police pour des vérifications, même en présentant des papiers temporaires, que la police jugeait falsifiés. La situation en Grèce m'a traumatisé, à vie. En novembre 2014 je suis arrivé en France avec l'espoir de trouver la paix et la liberté. J'ai déposé une demande d'asile car c'est le pays des droits de l'homme, les lois sont efficaces et appliquées.

La migration a toujours existé partout dans le monde. Les exilés cherchent seulement à vivre. La dignité et les valeurs humaines ne sont pas une question de race et doivent être respectées par tous. Notre cas doit être pris au sérieux par les Conventions Internationales car nous sommes victimes de la situation politique de notre pays d'origine, des passeurs, de violences, de traitements inhumains, traumatisés et notre parole souvent instrumentalisée. Replaçons l'humain et sa dignité au cœur des préoccupations. »

FEAR AND ANXIETY

« Je m'appelle Mesret, j'ai 24 ans et je suis Erythréenne. En septembre 2014 je suis arrivée à Calais. Depuis j'ai vu une cinquantaine d'amis réussir à se rendre en Grande-Bretagne. Moi j'ai essayé, mais je n'ai pas eu cette chance. Rejoindre l'Angleterre c'est avoir un avenir, une vie moins angoissante, sans le stress d'être (pour)chassée par la police ou d'être gazée. Vivre, simplement!

Je pensais que la France allait m'accueillir et m'aider. Au contraire, elle me refuse l'entrée en Grande-Bretagne et l'espoir de rejoindre ma communauté, mes amis et ma famille qui me manquent... En arrivant, on nous fait bien comprendre que nous ne sommes pas les bienvenus ici.

Et quelle vie. En septembre 2014 en arrivant à la jungle de Tioxide à Calais, on n'avait ni eau ni électricité. Je me servais de plastique pour faire prendre le feu, et pouvoir faire bouillir un peu d'eau, un repas, réchauffer une boîte de conserve. Les vapeurs m'ont intoxiquée et j'ai développé une allergie. Mes mamas, mes papas et les militants locaux me soutenaient, venaient me voir ou m'ouvraient leur porte pour une douche, une lessive. Grâce à eux je conservais un peu de dignité.

Depuis la fermeture de Tioxide, en avril 2015, je suis sur la « new jungle », un terrain autorisé par la ville de Calais. Ici, chaque jour est un stress, une angoisse. Les bagarres, le feu, le vent et les intempéries. Le bruit toute la nuit, le froid et l'humidité. Toujours sur le « qui vive ». On se sent ignoré et abandonné. Même si des gens de bonne volonté sont sur le terrain.

Je préférerais être sur Tioxide. J'étais avec les miens et nous n'étions pas des milliers sur le même terrain. Quand j'entends des bruits anormaux j'ai peur que des membres d'autres communautés s'en prennent à nous et brûlent tout. Je n'aime pas être ici, il y a trop de monde, trop de différences et de rixes.

Je suis abîmée; les chutes de camion, les coups, les blessures, les plaies des fils barbelés, les gaz lacrymogènes. Je suis fatiguée de courir, toujours courir. Je ne cesse de penser, j'ai mal à la tête et elle va exploser.

Je pense à faire une demande d'asile en France. Mais vraiment ce n'est pas mon souhait ; la situation est trop insupportable ici et je suis déracinée. C'est pour ça que je garde l'espoir d'atteindre la Grande-Bretagne.»

LIFE GOES ON!

« Je m'appelle Abdul-Karim, j'ai 26 ans et je suis soudanais. Au printemps 2014 j'ai fui Khartoum. Je suis arrivé à Calais en octobre. Je n'ai pas été contraint à stagner en Libye comme beaucoup d'autres. J'ai rapidement pu payer un bateau pour traverser la Méditerranée, ma situation professionnelle m'a permis de gagner correctement ma vie.

Je suis avocat, et il s'agit là de la raison de ma fuite. Mon papa aussi l'était; lorsqu'il a reçu deux balles dans la tête, je suis parti. Omar El-Béchir et son gouvernement l'ont exécuté à la maison. Dénoncer les jugements arbitraires du système de terreur, oralement entre nous, pas même via un journal, un blog ou les réseaux sociaux, peut coûter la vie. Je ne souhaite pas m'étendre sur ce qui sévit au Soudan. Ceci n'est pas l'objet de mon témoignage.

Je suis anglophone. C'est pour cette raison que je souhaitais passer la frontière britannique quoiqu'il advienne. Pas pour vivre en sécurité mais pour progresser en droit international. J'ai beaucoup réfléchi au sort des exilés et je ne pouvais qu'être motivé à reprendre mes études dans une université anglaise, et nulle part ailleurs. Cela me prendra le temps qu'il faudra mais c'est la seule manière de construire ma nouvelle Vie et de retourner au Soudan pour juger Omar El-Béchir

et son gouvernement au sein d'une Cour pénale internationale. Personne n'a voulu partir et nous voulons tous rentrer au pays pour vivre en sécurité, simplement.

À Calais je vivais dans la Jungle des Soudanais, derrière un supermarché, dans des tentes et sur des palettes. Oui, nous avons faim mais on pouvait trouver ou acheter à manger. Oui, nous avons froid, mais nous survivions à l'hiver, on nous donnait des vêtements chauds et des couvertures. Non, le dénuement matériel dans lequel nous articulions notre survie n'était pas tolérable mais la vie continue. En Europe et en France il y a l'accès à la presse et au web pour se renseigner. Une meilleure connaissance sur ce qui se passe au Soudan éviterait des gestes déplacés. Je ne supportais plus ça, je ne suis pas un chien et pourtant, partout dans la rue, on me faisait des doigts d'honneur; mais pourquoi? Ce n'est pas le respect ça!

...

Ces prochains jours, je serai convoqué pour un 2^e entretien. Être questionné et me justifier quant à mon parcours de vie, mes origines et les raisons de mon exil. Ce sont mes dernières démarches avant d'obtenir l'asile en Grande-Bretagne, que j'ai finalement réussi à rejoindre. Comme beaucoup de mes compatriotes Soudanais, je suis hébergé non loin de Birmingham, où l'attente administrative est tout aussi stressante.»